

Perspectives

Apériodique – n°25/187 – 19 juin 2025

Le point de vue

Corée du Sud : l'élection de Lee Jae-myung signe-t-elle la fin de la crise politique ?

Après une campagne éclair d'un peu moins d'un mois, 44 millions d'électeurs sud-coréens étaient appelés aux urnes le 3 juin dernier pour élire le successeur de Yoon Suk-yeol, destitué début avril après plusieurs mois de rebondissements. C'est le démocrate Lee Jae-myung, candidat malheureux face à Yoon en 2022, qui l'a largement emporté, obtenant 49,2% des voix, contre 41,5% pour le conservateur Kim Moon-soo.

Ce résultat ouvre un nouveau chapitre après une crise politique particulièrement aiguë, sans toutefois apporter de réponse aux fragmentations plus profondes qui traversent la société coréenne. Malgré la lassitude provoquée par des mois de mobilisation des deux camps et une campagne peu tournée vers des débats de fond, les électeurs se sont largement mobilisés, le taux de participation atteignant 79,4%. La passation de pouvoir a eu lieu dès le lendemain des résultats.

Une crise politique et institutionnelle inédite

Il y avait d'abord eu la proclamation de la loi martiale le 3 décembre¹, qui avait pris tout le monde de court. Les investigations menées avaient par la suite montré que, loin du coup de folie évoqué en premier lieu, cette décision faisait partie d'un plan plus élaboré pour redonner les mains libres au président Yoon, bloqué par une cohabitation houleuse depuis les élections parlementaires d'avril 2024, qui avaient conforté la majorité des députés démocrates. Yoon avait également invoqué des suspicions de fraude électorale et des ingérences nord-coréennes pour justifier sa décision.

Les députés de l'opposition avaient immédiatement réagi en forçant les portes de l'Assemblée nationale pour lever la loi martiale. **S'en étaient suivies plusieurs semaines de grande confusion**, au cours desquelles plusieurs procédures avaient été lancées, à la fois pour destituer le président Yoon, mais aussi pour le poursuivre de différents chefs d'accusation (rébellion, abus de pouvoir, obstruction) pour lesquels il risque théoriquement jusqu'à la peine de mort (toujours en vigueur en Corée du Sud, même si elle n'y a pas eu recours depuis 1997)².

À son tour destitué – pour complicité – puis réintégré, le Premier ministre puis président par intérim, Han Duck-soo, avait finalement démissionné en avril afin d'être candidat aux élections présidentielles, avant de se retirer de la course³. Le ministre des Finances, Choi Sang-mok, qui lui avait succédé selon l'ordre protocolaire lors de sa destitution et aurait dû reprendre le relais après sa démission, a lui aussi démissionné, laissant l'intérim au ministre de l'Éducation, Lee Ju-ho. Une instabilité très inhabituelle.

¹ Voir la publication « [En Corée du Sud, après l'échec de son coup de force, le président Yoon échappe à la destitution](#) », décembre 2024

² Voir la publication « [K-Drama à Séoul](#) », janvier 2025

³ Voir la publication « [Corée du Sud : incendies, loi martiale et droits de douane, l'année du Serpent bleu n'a pas démarré sous les meilleurs auspices](#) », avril 2025

Qui est Lee Jae-myung, le nouveau président ?

Le candidat du Parti démocrate partait favori des sondages et a réussi à maintenir son avance. Avocat spécialisé dans les droits humains, il vient d'un milieu très populaire et a débuté sa carrière en travaillant à l'usine tout en étudiant pour passer l'examen – très compétitif en Corée du Sud – d'entrée à l'université. Entré en politique au début des années 2000, il a d'abord été maire de Seongnam, ville d'environ un million d'habitants de la province du Gyeonggi (sud de Séoul), avant d'en devenir gouverneur.

Candidat à l'élection présidentielle de 2022, il avait été battu de justesse par Yoon. Moins de 250 000 voix séparaient les deux hommes, après une campagne qui avait été marquée par de nombreux débordements et de violentes attaques verbales des deux côtés. En janvier 2024, Lee avait survécu à une tentative d'assassinat. *Leader* de l'opposition, il avait activement participé à faire avancer la procédure de destitution de Yoon et était le candidat naturel du Parti démocrate qu'il dirige depuis 2022. Menacé par des affaires judiciaires – il est la cible d'enquêtes pour fausses déclarations, parjure et détournements de fonds publics en lien avec d'anciens mandats locaux – il a bénéficié d'une décision de justice favorable, les tribunaux ayant estimé que les procès n'auraient pas lieu avant l'élection présidentielle.

Le Parti démocrate détenant toujours la majorité au Parlement, **Lee devrait disposer de marges de manœuvre pour mettre en place son programme, au moins jusqu'aux prochaines élections législatives de 2028.**

Et l'économie ?

En externe, l'incertitude des droits de douane...

La crise politique coréenne est intervenue dans un contexte extérieur particulièrement incertain, alors que la Corée du Sud est visée par des « droits réciproques » de 25% sur l'ensemble de ses exportations vers les États-Unis (20% des exportations coréennes totales). Si le pays a annoncé immédiatement son intention de négocier avec les États-Unis, **les multiples revirements à la tête de l'État depuis avril n'ont pas permis de porter les discussions à très haut niveau sur les sujets commerciaux.**

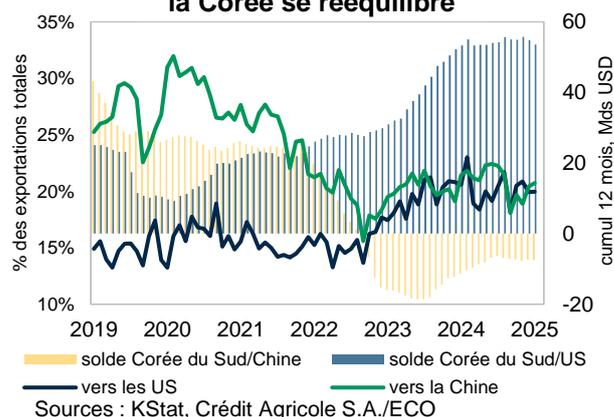
Des négociations sont tout de même engagées, notamment sur un engagement coréen à augmenter ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) américain. La Corée du Sud, très dépendante de ses importations d'énergie fossile (18% de ses importations totales en 2024) a en effet des marges de manœuvre pour intensifier ses achats de gaz américain (7,5 milliards de dollars en 2024, sur 35 milliards d'importations totales de GNL). Tout l'enjeu serait pour la Corée du Sud de rééquilibrer (en partie) sa balance commerciale vis-à-vis des États-Unis, alors que l'excédent coréen a très nettement augmenté depuis 2019 pour atteindre 55 milliards de dollars en 2024.

D'autres pistes de négociation impliquent un partenariat avec la marine américaine (US Navy) pour des chantiers navals, alors que la Corée du Sud, deuxième constructeur au monde derrière la Chine en volume, est *leader* des navires à haute valeur ajoutée, notamment des méthaniers. Une spécialisation qui intéresse évidemment les États-Unis, qui cherchent à développer leurs exportations d'énergie. Enfin, le coût de la présence militaire américaine en Corée du Sud est un enjeu important. 28 200 soldats américains stationnent en permanence dans les bases militaires du pays. La Corée du Sud s'est engagée à payer 1,19 milliard de dollars en 2026, soit une hausse de 8,3% par rapport à 2025, mais le coût de cette présence est régulièrement rappelé par Donald Trump.

Corée du Sud : Parlement

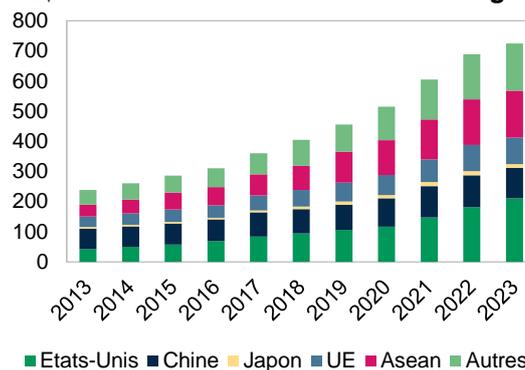


Entre Chine et États-Unis, la Corée se rééquilibre



Des entreprises coréennes, notamment le groupe Hyundai, ont d'ores et déjà annoncé des investissements massifs aux États-Unis (20 milliards de dollars sur trois ans dans le cas de Hyundai), prolongeant un mouvement d'IDE engagé depuis 2020 en raison de l'IRA (*Inflation Reduction Act*) et du *Chips Act* américain, qui avaient conduit les conglomérats coréens à prendre un virage américain. Le mouvement pourrait cette fois-ci s'étendre aux constructeurs automobiles (43 milliards de dollars d'exportations vers les États-Unis en 2024), alors que la Corée du Sud est, comme le reste du monde, frappée par des droits de douane de 25% dans le secteur automobile (véhicules et pièces détachées).

Md\$ Investissements directs à l'étranger



Source : Crédit Agricole, Economic Statistics System

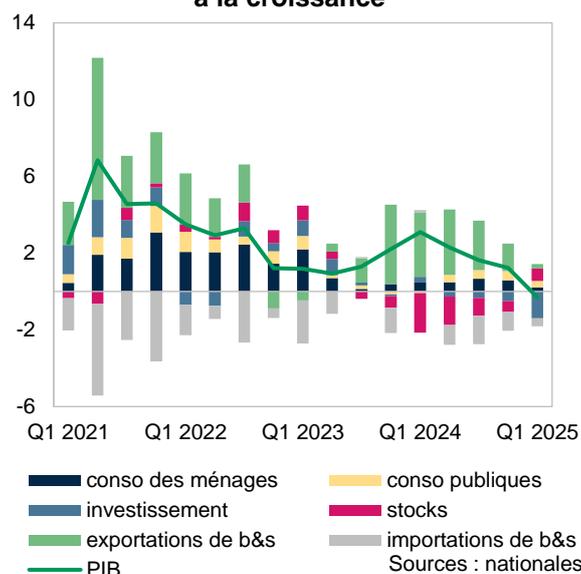
Partisan d'une ligne moins dure que celle des conservateurs à l'égard de la Corée du Nord et de la Chine, **Lee est également plus distant des États-Unis**, qu'il avait qualifiés de « force occupante » lors de la dernière campagne et accusés d'avoir *de facto* autorisé le Japon à annexer la Corée en 1910 après la signature de l'accord Taft-Katsura. Son attitude face aux négociations entamées avec les conservateurs pourrait donc être différente, même s'il fait peu de doutes qu'il essaiera de défendre les intérêts des entreprises nationales et des secteurs sud-coréens les plus exposés, à commencer par ceux de l'automobile et des semi-conducteurs.

En interne, la relance budgétaire

En interne, Lee a annoncé une politique budgétaire plus expansionniste, via un budget rectificatif qui pourrait être voté dans les prochaines semaines et qui permettrait de financer certaines mesures emblématiques de son programme (allocation enfants, revenu minimum pour les travailleurs agricoles notamment). Ce budget supplémentaire pourrait s'élever à 20 trillions de wons (environ 15 milliards de dollars). La relance budgétaire pourrait au total s'élever à 210 trillions de wons sur cinq ans (la durée du mandat présidentiel en Corée). Avec une dette atteignant 54,5% du PIB en 2024, le pays dispose toujours de certaines marges de manœuvre budgétaires, que les démocrates comptent donc utiliser.

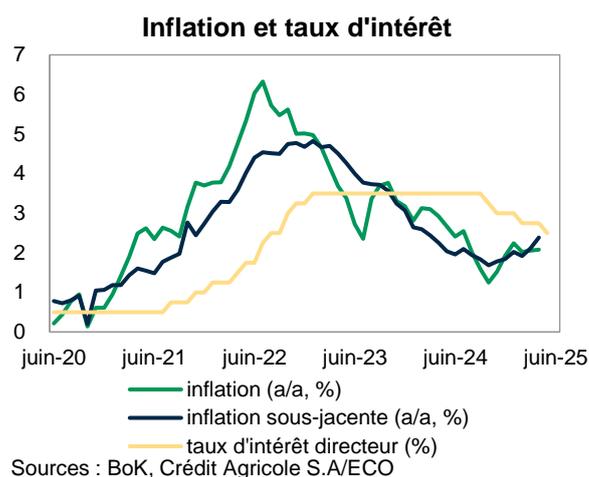
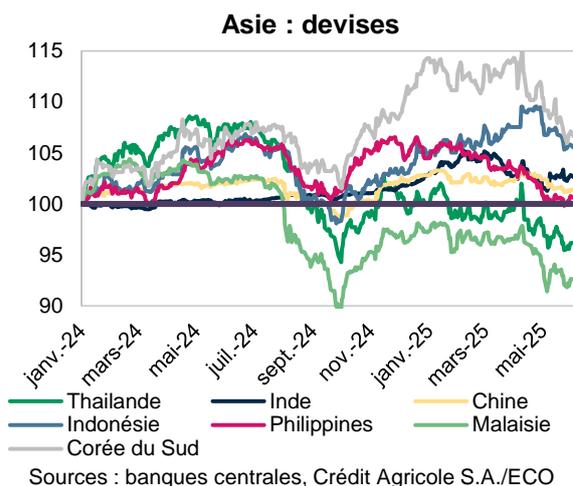
Cette relance vise à raviver une croissance en nette décélération, le PIB s'étant même contracté (-0,3%) au premier trimestre 2025, en raison notamment d'un net recul de l'investissement. La prévision de croissance pour 2025 s'élève à 0,8%, contre 2% en 2024.

Corée du Sud : contribution à la croissance



Les marchés avaient réagi à la crise politique, avant d'être en partie rassurés par les déclarations du ministère des Finances et de la Banque centrale coréenne (BoK) qui avaient assuré que tout serait mis en place pour soutenir la devise et le niveau de liquidités et éviter une trop forte volatilité. Si les pressions sur le won ont diminué depuis un mois, la devise sud-coréenne est celle qui performe le moins bien depuis décembre 2024, un décrochage lié à sa situation interne plus qu'aux tarifs. En mai, le won est néanmoins repassé sous la barre symbolique des 1 400 wons pour un dollar, après avoir frôlé celle des 1 500 en décembre.

Une situation qui devrait faciliter les arbitrages de la Banque centrale coréenne, qui s'est engagée depuis octobre 2024 dans une politique monétaire plus accommodante et prévoit de nouvelles baisses de taux d'ici fin 2025, pour revenir à un taux directeur autour de 2% (contre 2,5% actuellement). Si l'inflation a légèrement accéléré depuis la fin de l'année, elle demeure maîtrisée et pourrait bénéficier de la modération des prix énergétiques mondiaux.



Notre opinion – Les élections coréennes ont, comme en 2022, mis en lumière les fractures profondes de la société. Fractures de genre, avec un électorat féminin dont le vote s'est massivement porté vers le candidat démocrate, tandis que le camp conservateur, incarné par deux candidats, rassemblait les hommes. Fracture au sujet des alliances, alors que le rapprochement avec l'ennemi d'hier japonais, notamment sur les sujets de coopération militaire, n'a pas fait l'unanimité, mais surtout sur la ligne à tenir vis-à-vis des États-Unis et de la Chine. Alors qu'un traité de libre-échange lie les États-Unis et la Corée du Sud, cette dernière ne s'attendait probablement pas à un traitement aussi dur de la part d'un si proche allié. Si le pays a de solides arguments à faire valoir (investissements des entreprises coréennes sur le sol américain, hausse possible de certaines importations, coopération militaire, partenariat dans le secteur des chantiers navals), il est aussi dans la ligne de mire en raison de ses spécialisations sectorielles (automobile, puces, semi-conducteurs) extrêmement stratégiques pour les États-Unis, qui risquent donc de faire l'objet de droits de douane spécifiques, quand bien même un accord global serait conclu.

Le président Lee hérite donc d'une Corée du Sud toujours prospère, mais affaiblie par une crise politique qui a révélé les limites d'un système présidentiel total et d'une politisation trop forte de la justice. Des sujets auxquels il a promis de s'attaquer, une tâche qui devrait se révéler plus que complexe, avec une opposition en embuscade ayant très mal digéré la chute de son président et qui usera sûrement de toutes ses options pour compliquer les affaires du nouveau gouvernement.

Sophie Wieviorka
sophie.wieviorka@credit-agricole-sa.fr

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
18/06/2025	<u>Royaume-Uni – Nette dégradation de la conjoncture en avril</u>	Royaume-Uni
17/06/2025	<u>À Money20/20, interopérabilité, IA agentique et stablecoins entrent en collision</u>	Banque, fintech
16/06/2025	<u>France – La Banque de France revoit en baisse sa prévision de croissance et d'inflation d'ici 2027</u>	France
16/06/2025	<u>Industrie – La robotique industrielle, un levier essentiel pour la réindustrialisation française</u>	Sectoriel, industrie
13/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/06/2025	<u>Les compléments alimentaires améliorent-ils vraiment la santé des Français ?</u>	Santé, France
10/06/2025	<u>BTP France – Situation et perspectives : ralentissement de la baisse d'activité en 2025</u>	BTP, France
06/06/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/06/2025	<u>Maroc : we can do it !</u>	Afrique, Moyen-Orient
02/06/2025	<u>Mexique – Où en sommes-nous ?</u>	Amérique latine
28/05/2025	<u>Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un « Accord de prospérité économique » : quelques baisses de tarifs et beaucoup de promesses</u>	Royaume-Uni, États-Unis
28/05/2025	<u>Zone euro – La guerre commerciale pèse sur les prévisions de la Commission européenne</u>	Zone euro
28/05/2025	<u>Sous le vernis de l'adoption, ce que pensent vraiment les Américains des cryptomonnaies</u>	Cryptomonnaies
28/05/2025	<u>Union européenne – 30% des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience utilisés depuis 2020</u>	Union européenne
27/05/2025	<u>France – Une immigration en hausse et de plus en plus qualifiée depuis 2006</u>	France
27/05/2025	<u>Immobilier commercial en France – Situation et perspectives : Taux de vacance en hausse et stabilisation fragile des valeurs vénales prime au T1 2025</u>	Immobilier commercial

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.